

28 décembre 1964

Loi relative à la lutte contre la pollution atmosphérique

Cette loi a été modifiée par:

- la loi du 10 octobre 1967;
- le décret du [5 juin 2008](#) ;
- le décret du [27 octobre 2011](#) .

Consolidation officielle

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

Art. 1^{er}.

(*Le Gouvernement* – Décret du 27 octobre 2011, art. 52, a) est habilité à prendre toutes mesures appropriées en vue de prévenir ou de combattre la pollution de l'atmosphère (*ou de réduire la consommation d'énergie dans le but d'atténuer les changements climatiques* – Décret du 27 octobre 2011, art. 52, a) et notamment:

1° à interdire certaines formes déterminées de pollution;

2° à réglementer ou interdire l'emploi d'appareils ou de dispositifs susceptibles de créer une pollution;

3° à imposer ou réglementer l'utilisation d'appareils ou de dispositifs destinés à prévenir ou à combattre la pollution.

(*4° à prévoir que les systèmes techniques de bâtiment définis par le Gouvernement respectent des exigences relatives à l'installation, au dimensionnement, au réglage, à l'entretien, au contrôle périodique et à l'inspection;*

5° à agréer les personnes responsables de l'installation, de l'entretien, de la maintenance, du contrôle ou de l'inspection d'appareils, d'équipements ou de systèmes définis par le Gouvernement et à déterminer le niveau de qualification requis;

6° à fixer des plafonds d'émission, c'est-à-dire la quantité maximale d'une substance qui peut être émise au cours d'une année civile;

7° à évaluer la qualité de l'air ambiant;

8° à fixer des objectifs de qualité de l'air ambiant;

9° à agréer les dispositifs de mesure de polluants: laboratoires, méthodes, appareils, réseaux et modélisation;

10° à mettre en place des dispositifs spécifiques d'information et de sensibilisation du public;

11° à fixer des zones de protection spéciale dans lesquelles certaines formes de pollution peuvent être limitées ou interdites, de manière temporaire ou permanente. Les zones de protection spéciale sont soit des zones où la mauvaise qualité de l'air est avérée soit des zones qui nécessitent un niveau de qualité de l'air élevé en raison de la forte densité de population ou d'éléments particuliers d'environnement – Décret du 27 octobre 2011, art. 52, b) .

Art. 2.

(§1 *On entend par pollution atmosphérique au sens de la présente loi, l'émission dans l'air ambiant, quelle qu'en soit la source, de toute substance susceptible d'avoir des effets nocifs sur la santé humaine*

ou l'environnement dans son ensemble, de détériorer les biens matériels ou d'entraîner une détérioration ou une entrave à l'agrément de l'environnement ou à d'autres utilisations légitimes de ce dernier – Décret du 27 octobre 2011, art. 53).

Art. 3.

(... – Décret du 27 octobre 2011, art. 54)

Art. 4.

(... – Décret du 27 octobre 2011, art. 55)

Art. 5.

(... – Décret du 27 octobre 2011, art. 56)

Art. 6.

(... – Décret du 5 juin 2008, art. 16, 1^{er} tiret)

Art. 7.

(... – Décret du 5 juin 2008, art. 16, 1^{er} tiret)

Art. 8.

(... – Décret du 5 juin 2008, art. 16, 1^{er} tiret)

Art. 9.

(... – Décret du 5 juin 2008, art. 16, 1^{er} tiret)

Art. 10.

(Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement:

1° celui qui détient un bien qui est à l'origine d'une forme de pollution interdite par le Gouvernement;

2° celui qui ne respecte pas les mesures contenues dans le plan d'action arrêté pour la qualité de l'air ambiant;

3° celui qui enfreint les dispositions prises par le Gouvernement pour réduire structurellement la pollution atmosphérique, (ou pour réduire la consommation d'énergie dans le but d'atténuer les changements climatiques – Décret du 27 octobre 2011, art. 57) notamment les dispositions visant à restreindre et, dans certains cas, interdire certaines formes de pollution, ou réglementant ou interdisant l'emploi d'appareils ou de dispositifs susceptibles de créer une pollution;

4° celui qui enfreint les dispositions prises par le Gouvernement pour réduire la pollution atmosphérique en cas de pic de pollution dû à un dépassement des normes relatives de qualité de l'air ambiant – Décret du 5 juin 2008, art. 3) .

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur belge .

Donné à Bruxelles, le 28 décembre 1964.

BAUDOUIN

Par le Roi:

Le Ministre de la Santé publique et de la Famille,

J. CUSTERS

Vu et scellé du sceau de l'Etat:

Le Ministre de la Justice,

P. VERMEYLEN